



Hebdomadaire  
Paraît le vendredi  
N° 3018  
5 juin 2026  
1,50 € • DOM: 2€



**Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!**

# **LUTTE OUVRIÈRE**

**UNION COMMUNISTE (trotskyste)**

**Le journal  
d'Arlette Laguiller**

## **Crise climatique et canicule**

# **Double peine pour les travailleurs**



JEAN-FRANÇOIS FORT HANS LUCAS VIA AFP

### **Smic**

**Moins que  
le minimum**

Page 3

### **Europe**

**La guerre  
aux migrants**

Page 16

### **Dans les entreprises**

**Salaires à la traîne  
et licenciements**

Pages 12 à 15

**Leur société**

- Smic : il y a moins que le minimum 3
- Rapport Unedic : les chômeurs ne sont pas des profiteurs 3
- Pouyanné : l'arrogance de la bourgeoisie 3
- PSG : machine à cash 4
- RN : la voix de son maître 4
- Bardella charognard 4
- Congrès CGT : comment combattre l'extrême droite ? 5
- Choose France : le festival de Versailles 5
- Marine nationale : recherche chair à canon 6
- Ça l'affiche mal 6
- Messiha : il dépouille la veuve et l'orphelin 6
- Budget militaire : rien n'arrête la surenchère 6
- Écoles : des salles de classe en ébullition 7
- Lycée Germaine Tillion de Montbéliard : une semaine de grève 7
- Loi Bétharram : unanimité parlementaire... quand ça ne sert à rien 7
- Nouvelle-Calédonie : coup de force gouvernemental 10
- France-Vanuatu : pour quelques cailloux de plus... 10
- Salon de l'armement : hypocrites en solde 10
- Morts de la rue : la pauvreté tue 11
- Urgences : l'attente s'allonge 11
- Médicaments anti-obésité : la poule aux œufs d'or 11

**Dans le monde**

- Liban : la politique israélienne de la terre brûlée 8
- Algérie : une campagne électorale muselée 8
- Colombie : vers une victoire de l'extrême droite ? 9
- États-Unis : onze morts dans l'explosion d'une usine 9
- UE : la guerre aux réfugiés renforcée 16
- Corée du Sud : Samsung a dû payer 16

**Dans les entreprises**

- Duralex 12
- Urgences psychiatriques Paris 12
- Aides à domicile 12
- Michelin - Clermont-Ferrand 13
- Röchling - Décines 13
- Super U - Tonnay-Charente 13
- SNCF : "supprimez ce train que je ne saurais climatiser" 14
- Bus Île-de-France 14
- Automobile 14
- Thales - Vélizy 14
- RATP bus - Montrouge et Fontenay-aux-Roses 15

**Agenda**

- Fêtes régionales 3
- Cercle Léon Trotsky 3

# Canicule : irresponsabilité patronale et incurie gouvernementale

Les températures sont redescendues et plus vivables que la dernière semaine de mai. Mais si cet épisode caniculaire est derrière nous, d'autres sont attendus. La course aux profits, l'exploitation sans limite de la nature, l'organisation irrationnelle de l'économie ont transformé notre planète en bombe à retardement. Aujourd'hui, cette bombe explose au visage des travailleurs.

Car c'est surtout pour les travailleurs et les plus pauvres que c'est une catastrophe. Les plus riches se déplacent d'un endroit climatisé à un autre dans des voitures elles-mêmes climatisées.

Les heures de travail éprouvantes, les trajets suffocants dans des transports en commun bondés, les HLM et immeubles mal isolés qui renvoient la chaleur comme des fours à pizza, c'est pour les classes populaires.

Malgré la canicule, le travail ne s'est arrêté ni sur les chantiers ni dans les usines. Même dans les bureaux et les commerces, combien de salariés se sont retrouvés piégés au travail avec 35 ou 38 degrés ?

Aucun niveau de température n'arrête le patronat, parce qu'il faut que la machine à profits tourne au maximum. Dans la Drôme, un couvreur de 19 ans a été envoyé travailler sur le toit d'un bâtiment : la chaleur l'a tué.

Le gouvernement refuse de mettre des limites au patronat. À la place, il égrène ses consignes de « bons sens », boire de l'eau, fermer les volets,

comme si on avait besoin de lui pour ça ! Puis, il retourne à ses occupations favorites : brasser de l'air, ce que les ventilateurs font bien mieux que lui.

Comme pour tout, le gouvernement renvoie chacun à sa propre responsabilité. Comme si nous étions égaux ! C'est le patron qui décide des conditions de travail. Il tient les salariés en son pouvoir, et là c'est un pouvoir de vie et de mort.

Et le gouvernement lui-même, que fait-il pour réparer les dégâts dont il est co-responsable avec les capitalistes pollueurs ? Il parle de « transition écologique », mais qu'a-t-il fait concrètement ?

A-t-il seulement mis les industries les plus polluantes sous surveillance ? A-t-il limité la circulation des yachts et des jets privés, comme il lui arrive de le faire avec les automobiles ? Rien de tout cela, parce qu'il ne faudrait pas fâcher les plus riches ni déranger les intérêts établis.

Il est question de rénovation des logements, mais cela se fait à la vitesse de l'escargot, alors que tant de logements sont des passoires thermiques. Des dizaines de milliers de dossiers sont en attente faute de financement.

Macron vante son plan d'électrification. Au nom du passage à l'électrique, ArcelorMittal et TotalEnergies, qui affichent des milliards de profits et comptent parmi les premiers responsables du réchauffement climatique, vont ainsi continuer de capter des millions d'aides publiques. Sans véritable contrôle de l'État et sans plan d'ensemble susceptible de rationaliser l'économie.

Pour ce qui relève de sa responsabilité, l'État est en dessous de tout. Nombre des 60 000 établissements scolaires sont des bouilloires thermiques. Seuls 10 % font l'objet de rénovation. Les lycéens ont ainsi passé les épreuves du bac professionnel dans des salles où il faisait plus de 30 degrés. Des écoles et des collèges transformés en étuves ont dû fermer leurs portes. Dans nombre d'établissements, hôpitaux compris, installer des volets ou ne serait-ce que des rideaux aux fenêtres et planter quelques arbres dans une cour semble insurmontable.

Indépendamment de la lutte contre le réchauffement climatique, des aménagements sont possibles. L'obstacle n'est pas technique, mais politique. La rénovation du bâti scolaire coûterait entre 40 et 50 milliards d'euros. Une somme importante, certes, mais du même ordre de grandeur que la rallonge de 36 milliards à l'armée, votée il y a deux semaines. L'argent que le gouvernement ne trouve pas pour nous protéger de la canicule, il le trouve pour préparer la guerre.

Ceux qui prétendent diriger la société sont dépassés par la logique aveugle du capitalisme. Ils sont incapables de réparer les dégâts qu'il a faits et incapables de l'empêcher d'en faire de nouveaux. Ce qui manque, c'est le contrôle de l'économie par la collectivité et par les travailleurs eux-mêmes, dans les petites choses comme dans les grandes.

Nathalie Arthaud



JEAN-FRANÇOIS FORT HANS LUCAS VIA AFP

## Smic: il y a moins que le minimum

Depuis la revalorisation du smic de seulement 35 euros le 1<sup>er</sup> juin, plus de 70% des 179 branches professionnelles ont des salaires en dessous de ce minimum. Ce taux était 52% en 2012!

Le salaire minimum interprofessionnel de croissance (smic) touché par plus de deux millions de travailleurs, porte bien mal son nom puisqu'avec 1 478 euros net pour un temps plein, il est bien loin de constituer un revenu minimum pour vivre dignement.

Contrairement aux autres salaires, il suit automatiquement l'augmentation officielle des prix. Du coup, après chaque revalorisation, des millions de salariés dont le traitement se situait un tout petit peu

au-dessus du smic se retrouvent juste à son niveau, voire en dessous.

Comme les patrons ne sont pas contraints de modifier tout de suite leurs grilles de salaires, cette situation peut durer des mois et même plus. Pire encore, dix branches professionnelles, comme la jardinerie, le caoutchouc et le transport maritime, maintiennent en permanence depuis des années dans leurs grilles de salaires des échelons en dessous du smic.

Pour les patrons, l'intérêt

de cette situation n'est pas de payer leurs employés en dessous du smic. La loi l'interdit et ils sont donc forcés de compenser la différence en versant une prime. Mais cela leur permet de bloquer les salaires au niveau du smic beaucoup plus longtemps. En effet, en changeant d'échelon, le salaire d'un travailleur augmente mais sa prime diminue, et donc au final, il ne touche toujours que le smic. Pire encore, le patron est doublement gagnant car plus les salaires restent à ce niveau, moins il paie de cotisations sociales!

Le ministre du Travail Farandou a fait mine de s'indigner devant la presse de



cette situation scandaleuse et il a suggéré qu'il « pourrait y avoir des sanctions ». Mais les patrons peuvent dormir tranquille car l'État se comporte comme eux: les dix premiers échelons du premier grade de la catégorie C de la fonction publique sont actuellement en dessous du smic, ce qui concerne plus de 860 000 fonctionnaires!

Au-delà même de ceux qui sont payés au smic, c'est l'immense majorité des

travailleurs à qui le patronat et l'État ne versent pas le salaire minimum, qui serait nécessaire pour vivre: précaires, à temps partiel, en stage, en contrats d'insertion, ou qui touchent à peine un peu plus de 1 500 euros.

Le minimum que les capitalistes n'auraient pas volé serait un mouvement général pour imposer l'augmentation massive de tous les salaires.

Arnaud Louvet

## Rapport Unedic: les chômeurs ne sont pas des profiteurs!

Un rapport de l'Unedic du 1<sup>er</sup> juin met à mal la légende de la pseudo paresse des chômeurs qui ne chercheraient même pas un emploi.

Déjà, un cinquième d'entre eux, sur les deux millions ayant droit à l'assurance chômage, reprennent un emploi avant même d'avoir touché une indemnisation et 10% le font au bout du premier mois, 9% au deuxième. Au 4<sup>e</sup> mois, la moitié d'entre eux ont retravaillé,

et même si beaucoup font des allers-retours entre travail et chômage, un quart ont retrouvé un emploi stable.

Il y a peu de chances que ces chiffres aient une quelconque influence sur la propagande contre les chômeurs que mènent les Retailleau, Attal et autres responsables

politiques en mal de démagogie. C'est à qui dira qu'ils coûtent trop cher au budget de l'État, se gardant bien de signaler que les allocations chômage sont financées par les travailleurs par des cotisations de 4%, même si elles sont considérées comme des charges patronales.

Plusieurs réformes ont déjà réduit le versement de ces allocations, dont la durée est passée de 24 à 18 mois. Mais pour Attal, qui s'est lancé dans sa campagne électorale, c'est encore trop, il veut la baisser à 12 mois. De leur côté, les députés ont voté le 26 mai un projet de loi réduisant la durée d'indemnisation d'un allocataire en cas de rupture conventionnelle.

Chaque fois, ce sont ainsi des milliards qui sont prélevés sur les revenus déjà faibles des travailleurs au chômage pour atterrir dans les poches des possédants.

Marianne Lamiral



## Pouyanné: l'arrogance de la bourgeoisie

« Nous n'avons pas à nous excuser de réussir » a affirmé le PDG Patrick Pouyanné devant les actionnaires de TotalEnergies réunis le 29 mai.

S'indignant d'être qualifié de « profiteur de guerre » pour avoir encaissé 5 milliards d'euros (+51% par rapport à 2025) en trois mois sur fond de guerre au Moyen-Orient, Pouyanné a mis en avant sa bonté d'âme de pétrolier qui accepte de plafonner les prix à la pompe en France, mais aussi menacé d'y mettre un terme. Il a déclaré ensuite: « Ce qui me choque le plus, et je parle au nom de nos 35 000 salariés français, c'est quand j'entends que nos bénéficiaires tombent du ciel, que nous n'avons rien à faire pour les encaisser. »

Il est sûr que les travailleurs du groupe ont permis par leur travail la création de ces richesses. Pourtant ce ne sont pas eux qui les « encaissent, » mais les actionnaires.

Pouyanné, en fidèle serviteur et exécutif des capitalistes actionnaires, défend leur droit à un enrichissement illimité sur la base de leur propriété privée. Il défend leur droit à accumuler des milliards grâce aux crises et aux guerres et au détriment de l'environnement. Et c'est bien sûr aussi au détriment des populations; dont celles de l'Ouganda et du Mozambique qui sont actuellement visées par l'expropriation de leurs terres dans le cadre des mégaprojets pétroliers de Total.

La seule réponse que Pouyanné mériterait de la part de ces populations comme des 100 000 salariés du groupe: « Nous n'avons pas à nous excuser de vous combattre ».

Marlène Stanis



## Cercle Léon Trotsky

1936 en France: crise, sursaut ouvrier et marche à la guerre

Samedi 20 juin à 15 heures

Théâtre de la Mutualité

24, rue Saint-Victor, Paris 5<sup>e</sup> Métro Maubert-Mutualité

(Participation aux frais: 3 euros)

## Fêtes et banquets

Marseille

Dimanche 14 juin

à partir de 11 h 30

Débat avec Nathalie Arthaud à 14 h 30

Parc de Valabre Gardanne

Limoges

Samedi 27 juin

à partir de 15 heures

Salle Marcel Proust  
6, allée Marcel Proust  
Ligne de bus 10  
Beaubreuil

## PSG : machine à cash

Si chaque rencontre sportive a sa part d'aléas, la victoire du Paris-Saint-Germain en Ligue des champions, le 30 mai, n'était pas fortuite pour autant. Le club fait partie du cercle restreint des écuries européennes les plus riches, celles qui peuvent espérer gagner cette compétition.

Real Madrid, Barcelone, Liverpool, Bayern Munich, Manchester City, Arsenal, Chelsea... : la quasi-totalité de ces clubs joue dans une des cinq ligues européennes qui drainent les revenus les plus élevés en Angleterre, Espagne, Italie, Allemagne, France. La Ligue des champions, dont la création remonte à 1992, est progressivement devenue une énorme machine à cash. Dans cette suprématie financière, dix ou quinze clubs seulement peuvent espérer l'emporter, et la « glorieuse incertitude du sport » est une formule creuse. Les revenus de ces clubs connaissent une croissance spectaculaire, par le

biais des droits de retransmission télévisée, mais aussi de la billetterie et des nombreux produits dérivés. Le PSG vend par exemple plus d'un million de maillots par an, à 120 ou 130 euros l'unité.

Si les différents clubs n'ont pas tous le même modèle, le PSG appartient depuis 2011 au fonds souverain du Qatar, qui y a vu alors un outil d'influence, ce qu'on appelle le « soft power », de même qu'il a lancé la chaîne de télévision BeIN Sports et obtenu l'organisation du Mondial 2022 en corrompant quelques figures essentielles des instances du football. Plusieurs

firmes françaises du CAC40, dans lesquelles cet État pétrolier a pris des parts, y font des affaires profitables. Total ou Vinci y sont très présents et, en 2024, le Qatar a acheté pour 162 millions d'euros d'armes françaises.

Aujourd'hui, à 850 millions d'euros, le budget annuel du PSG est 34 fois supérieur à celui d'Angers ou du Havre, ses concurrents impécunieux de Ligue 1. Son budget est équivalent à celui de l'État du Cap-Vert (550 000 habitants). Et, avec celui d'Arsenal, les deux clubs finalistes de la Ligue des champions cumulent des recettes proches de celles de l'État d'Haïti et de ses 11 millions d'habitants.

Héritiers au petit pied du « pain et des jeux » des empereurs romains, les politiciens français ont été nombreux à chercher à récupérer un peu de la



Le maillot étoilé vendu 400 euros sur Leboncoin.

gloire du PSG. Peu importe que deux tiers des joueurs de l'équipe victorieuse soient étrangers, tout est bon pour pousser un cocorico. Sarkozy est un supporter assidu, Macron a reçu l'équipe championne à l'Élysée, Édouard Philippe

ou Gabriel Attal se sont fait filmer en train de fêter la victoire, sans doute en espérant que, sans qu'ils aient à toucher le ballon, les buts se transforment en points de popularité, voire en résultats électoraux...

Michel Bondelet

## RN : la voix de son maître

Lors d'interviews récentes, Jordan Bardella a mis en avant une nouvelle réforme des retraites qui comporterait la suppression de l'âge légal pour en bénéficier.

Bardella reprend les arguments de Sarkozy, Hollande et Macron sur les prétendues difficultés financières du régime actuel pour permettre aux patrons d'exploiter les travailleurs sans limite d'âge. Et le dirigeant du RN propose lui aussi la mise en place d'un système par capitalisation. Le 22 mai, sur BFMTV, Marine Le Pen a semblé désavouer son dauphin en affirmant que le départ à 62 ans, credo du RN

depuis 2022, était toujours à l'ordre du jour.

Si les journalistes et les commentateurs ont fait leurs choux gras de ces déclarations en apparence contradictoires, Le Pen a souligné avoir « la même vision économique » que Bardella. Surtout, tous deux déclarent être encore en train « d'examiner la question » en vue de la présidentielle 2027. Là se niche un fragment de vérité : il n'est nullement question de programme, mais seulement d'examiner ce qui permettra au candidat du RN – Bardella ou Le Pen en fonction de la décision que rendra la cour d'appel le 7 juillet – d'être élu en 2027.

Ce n'est pas la première fois que le RN change de ligne sur la question des retraites. Longtemps, son prédecesseur, le FN, a défendu la retraite à 65 ans. Puis, jusqu'en 2022, le RN défendait le départ à la retraite à 60 ans. Ensuite, ce fut le départ à la retraite à 62 ans, puis la contestation de la

réforme menée sous Macron en 2023 dans le contexte du mouvement de grèves et de manifestations qu'elle avait fait surgir. Mais lorsque les portes de Matignon ont semblé s'entrouvrir devant Bardella après la dissolution de l'Assemblée nationale en juin 2024, ce dernier a renoncé promptement à remettre en cause la dernière réforme, sous les applaudissements d'un parterre de patrons.

Il y a donc, d'un côté, les discours de ces politiciens et leurs mises en scène médiatiques que les journalistes commentent à qui mieux mieux et, de l'autre, ce que ferait réellement le RN au pouvoir. Depuis des années, Le Pen et Bardella multiplient les gestes pour se montrer responsables vis-à-vis de la bourgeoisie, tout en tentant de conserver le soutien de l'électorat populaire. S'affirmer en faveur, d'un côté, du maintien de la retraite à 62 ans et, de l'autre, de la suppression de toute limite d'âge pourrait donc permettre de ratisser plus large. Une fois élus, de tels politiciens appliqueraient, comme tous leurs prédécesseurs, la feuille de route dictée par la bourgeoisie.

Marlène Stanis

## Bardella charognard

Après les violences qui ont suivi la victoire du PSG, Jordan Bardella n'a pas manqué de saisir l'occasion de désigner les immigrés à la vindicte et de se présenter comme le champion de l'ordre.

Présentant des débordements bien réels mais limités comme des « scènes de quasi-guerre civile », le dirigeant du RN s'est dit « horrifié ». On ne l'a jamais vu manifester autant d'émotion devant l'aggravation de la pauvreté. C'est que, contrairement à ce qu'il prétend, son souci n'est pas le sort des classes populaires, mais la recherche de boucs émissaires.

Sans surprise, selon lui, les violences du samedi 30 mai seraient le résultat de « l'incapacité depuis trente ans à maîtriser l'immigration ». Avec ce qui lui tient lieu de raisonnement, les immigrés sont de toute façon responsables de tout ce qui ne va pas dans le pays. Pour le RN, évidemment, tout est prétexte à alimenter la vieille propagande xénophobe.

C'est au nom de cette logique stupide que Bardella promet davantage

d'expulsions si le RN arrive au pouvoir en 2027, ainsi qu'un nouvel arsenal répressif : peines planchers, suspension des aides sociales aux familles, facturation des dégâts aux parents, multiplication des lieux d'enfermement pour mineurs...

Depuis des décennies, les gouvernements durcissent les lois, renforcent les sanctions et étendent les pouvoirs de la police, sous prétexte de faire disparaître les violences. Mais, si la société est violente, cela ne tombe pas du ciel. C'est le produit des inégalités, de la précarité et de l'absence de perspectives offertes, notamment à la jeunesse. Bardella n'est pas « horrifié » par cette société-là. Au contraire il aspire à la gérer. Et, pour y parvenir, il exploite les peurs, invente des coupables commodes et distille son poison anti-immigrés.

Claire Dunois



# Congrès CGT : comment combattre l'extrême droite ?

Sophie Binet, la secrétaire générale de la CGT, qui tenait son 54<sup>e</sup> Congrès confédéral à Tours du 1<sup>er</sup> au 5 juin, a commencé son rapport d'ouverture en dénonçant « les bruits de botte qui s'amplifient » et « la menace de l'extrême droite ».

Après avoir taclé Bardella dont la « vraie idylle cachée n'est pas la princesse des Deux-Siciles mais le Medef », Sophie Binet a affirmé, à juste raison, que « l'extrême droite est la pire ennemie du monde du travail ». Elle a dénoncé le soutien de plus en plus ouvert des grands capitalistes aux politiciens d'extrême droite qui « désignent des boucs émissaires » pour éviter « que la colère se retourne contre le capital ».

Sophie Binet exprime là les inquiétudes légitimes de nombreux militants de la CGT, à la fois confrontés à la possible arrivée du RN au pouvoir et déboussolés parce que de plus en plus de travailleurs autour d'eux basculent dans le vote RN, quand ce ne sont pas carrément des syndiqués de la CGT. Combattre l'influence de l'extrême droite parmi les travailleurs et proposer une politique pour enrayer sa marche vers le pouvoir est bien sûr la tâche vitale d'une organisation ouvrière

qui revendique 600 000 adhérents. Mais quelle politique Sophie Binet propose-t-elle aux travailleurs pour cela ?

Elle s'est glorifiée que la CGT ait « pris ses responsabilités en juin 2024 en conduisant la gauche à s'unir sur un programme de rupture puis qu'elle finisse légèrement en tête » ! Autrement dit Sophie Binet présente comme une victoire l'appel du NFP, le Nouveau front populaire, activement relayé par la CGT, entre les deux tours des législatives de 2024, à voter pour des politiciens antiouvriers comme Borne, Darmanin ou Hollande sous prétexte de faire barrage au RN. Et pour l'avenir, elle appelle « Olivier, Marine, Manuel, Fabien », c'est-à-dire les dirigeants du PS, des Verts, de LFI et du PCF, tous les quatre présents au congrès de la CGT, à faire l'unité en 2027 pour « en finir avec le macronisme ». Autrement dit, la seule perspective



Le 54<sup>e</sup> congrès confédéral de la CGT à Tours.

que propose Sophie Binet est que la gauche, sous une forme ou sous une autre, revienne au pouvoir alors même qu'elle a écœuré et déboussolé des millions de travailleurs en servant le grand patronat chaque fois qu'elle a gouverné. Cette trahison répétée est justement l'une des principales raisons des progrès du vote RN dans l'électorat ouvrier.

Une autre raison de la progression des idées de l'extrême droite est le remplacement méthodique, dans la conscience des travailleurs, de l'internationalisme par le nationalisme, des perspectives socialistes par le souverainisme et le protectionnisme. Or, si Sophie Binet s'est proclamée

« internationaliste », reprenant les paroles de l'*Internationale*, dans le même discours elle a dénoncé « le déclassement de notre pays [...] et de nos industries qui ferment ». Quand elle critique la mondialisation libérale, c'est pour regretter que « de plus en plus de pays du Sud ne se contentent plus d'être les ateliers du monde mais maîtrisent désormais l'ensemble des chaînes de valeur ». En laissant ainsi entendre que les responsables des suppressions d'emplois seraient à chercher dans des pays comme la Chine, et pas d'abord du côté des capitalistes et des dirigeants français et occidentaux, Sophie Binet envoie les travailleurs vers des impasses.

On ne peut combattre la montée de l'extrême droite sans agir pour que les travailleurs reprennent confiance dans leurs propres forces, au lieu de s'en remettre, une fois encore, à une gauche qui les trahira. Il n'y a pas à s'étonner que « le Medef traite le RN comme un parti comme les autres » ni à implorer les patrons de renouer avec le dialogue social, mais plutôt à préparer les voies et les moyens du nécessaire combat des travailleurs contre la classe capitaliste qui plonge la société dans la guerre et le chaos. Est-ce que cela ne devrait pas faire partie des objectifs d'une confédération syndicale ouvrière ?

**Xavier Lachau**

## Choose France : le festival de Versailles

Grand spectacle économique annuel, Choose France s'est tenu au château de Versailles le 1<sup>er</sup> juin. Macron s'est accordé un brevet d'autosatisfaction pour y avoir réuni plus de 200 patrons étrangers.

« Cette édition est importante, a déclaré Macron, parce qu'elle acte 93 milliards d'investissements

étrangers dans notre pays [...] et des dizaines de milliers d'emplois à la clé. »

Il s'est félicité en parti-

culier de l'annonce faite par le groupe japonais Softbank d'un futur investissement de 45 milliards d'euros en 2026, pouvant aller dans les années à venir jusqu'à 75 milliards. Ce trust propose en effet de construire dans le Nord, entre autres à Dunkerque, des centres de données destinés au fonctionnement de l'intelligence artificielle (IA). Le PDG du groupe s'est dit particulièrement intéressé par l'énergie électrique bon marché. Quant à celui de Schneider Electric, trust français des équipements électriques et partenaire de Softbank, il s'est dit heureux de ce « gros projet, le plus gros qu'il y a eu en France ». Tout est donc pour le mieux dans le monde patronal, pas seulement celui des data cen-

ters, mais aussi ceux de la pharmacie, de la santé, de l'agroalimentaire, du commerce comme Amazon, du tourisme, etc.

Grâce à ces 93 milliards d'investissements, dont une partie correspond à des annonces déjà faites, Macron fait miroiter 15 600 nouveaux emplois. Une fois construits, les data centers emploient peu de travailleurs, Amazon beaucoup plus mais avec quels salaires ? Il n'y aura pas là de quoi faire baisser le chômage ni améliorer le niveau de vie des travailleurs.

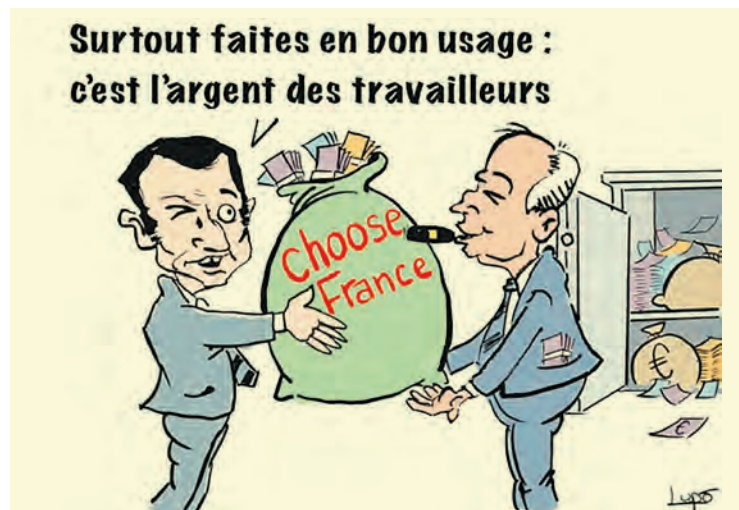
L'État offre aux investisseurs des aides en tout genre, des facilités pour construire leur usine ou l'agrandir et pour embaucher des salariés. Macron a d'ailleurs précisé que le

gouvernement allait rationaliser la réglementation en vigueur pour accélérer les projets, et il a ajouté : « Nous travaillons très dur pour simplifier tout ça. »

Choose France est, comme d'habitude, une affaire pour les patrons étrangers et français. Cette foire aux promesses – qu'ils ne tiennent pas toujours – leur est bien utile pour faire fructifier leurs capitaux, quitte à mettre la clé sous la porte si le profit ne correspond pas à leurs attentes.

Rien de neuf ni dans cette édition 2026 ni dans le show de Macron, de moins en moins crédible à un moment où explosent le chômage, les bas salaires et la vie chère.

**Sylvie Maréchal**



# Marine nationale : recherche chair à canon

**Samedi 23 mai, l'événement School Cup a réuni des équipes de football d'une trentaine de lycées de l'agglomération lyonnaise pour un tournoi au stade de Gerland, rassemblant des milliers de lycéens supporters.**

Derrière l'ambiance sportive et festive, les principaux sponsors de l'événement étaient Decathlon, évidemment avide de vendre ses articles aux jeunes, et surtout... lamarinerecrite.fr, un site officiel qui les incite à s'engager dans la marine nationale.

Les jeunes footballeurs

ont donc sué toute la journée dans des T-shirts vantant l'engagement dans l'armée. Vidéos et photos se sont répandues sur tous leurs réseaux sociaux, véhiculant une image jeune et moderne de l'embarquement militaire. Comme le disait un professeur, le tournoi School Cup est sans

doute sponsorisé par chair-à-canon.fr !

Samedi 30 mai, à Valence cette fois-ci, le centre-ville était pavoisé de fanions et de ballons bleu-blanc-rouge, et la marine nationale tenait des stands à l'occasion de ses 400 ans : on pouvait monter dans une jeep ou dans un hélicoptère militaire, se prendre en photo devant un fond à la gloire de la marine, ou applaudir les chants guerriers de jeunes marins défilant au pas.

Là encore, le public visé

était clairement la jeunesse. Avec le slogan « Embarquez-vous pour une vie d'aventures », un panneau détaillait toutes les possibilités offertes par la marine, de l'école des mousses dès la 3<sup>e</sup> à l'école navale à Bac + 3.

Derrière l'appel à l'aventure et le côté ludique, l'armée cherche clairement à préparer la jeunesse à l'idée de mourir à la guerre pour les intérêts des capitalistes français. Si celle-ci doit s'engager, c'est plutôt pour autre chose : combattre pour la révolution sociale !

Correspondant LO



Panneau de la marine nationale à Valence.

## Ça l'affiche mal

Sur son compte Instagram, la marine nationale, dans sa campagne de recrutement tous azimuts, a ressorti plusieurs affiches de la « glorieuse » époque coloniale.

Parmi ces affiches figure la représentation des conquêtes sur un planisphère avec la mention « La sécurité et l'Empire français exigent de notre pays une marine forte et toujours prête. » Sur une autre, un jeune marin est au garde-à-vous sous un cocotier et sous l'injonction « Sois marin pour garder l'empire que tes ancêtres ont fondé. » Dans un coin figurent les portraits censés représenter, dans l'iconographie raciste et coloniale, les « trois races », africaine, asiatique et maghrébine, que la Mère patrie a su soumettre, comme l'exprimaient les discours officiels de l'époque.

Voilà pourtant que la marine nationale a dû retirer ces affiches. Ce n'est pas tant pour leur contenu colonialiste et impérialiste, car le budget militaire 2024-2030 consacre bien plus de 13 milliards d'euros

« pour consolider les capacités de nos armées dans nos territoires ultramarins ». La politique de la canonnière reste donc parfaitement glorifiée, à droite comme à gauche.

Simple-ment, comme l'a révélé le journal *Libération*, ces affiches correspondent à des modèles édités entre 1940 et 1942, c'est-à-dire sous le régime de Vichy, qui travaillait main dans la main avec Hitler. Or, hormis pour certains à l'extrême droite, se réclamer de Pétain reste encore un peu trop gros. La marine a donc reconnu une « erreur » et un manque de « contextualisation » et retiré ces affiches en



CAPTURE D'ÉCRAN MARINE NATIONALE DR

catastrophe de son compte.

En fait, il y a bien une parfaite continuité dans les basses œuvres de cette marine nationale depuis ses quatre siècles d'existence – qu'elle ait été aux ordres de monarques, d'empereurs, de dictateurs ou de républicains. Un amiral peut donc toujours invoquer pour sa courte vue des circonstances atténuantes.

Christian Bernac

## Budget militaire : rien n'arrête la surenchère

**Alors que l'Assemblée nationale a adopté, le 19 mai, un projet de loi rehaussant la loi de programmation militaire de 36 milliards d'euros pour la période 2024-2030, ce n'était pas encore assez pour la commission des affaires étrangères et de la défense du Sénat.**

Ces notables veulent en effet surenchérir, avec un nouveau projet prévoyant une hausse de 50 milliards,

soit 14 de plus que ce qu'ont voté les députés. Le vote est prévu pour le 9 juin. La droite, qui défend ce texte et

qui est majoritaire au Palais du Luxembourg, explique viser un budget annuel alloué à la guerre de 84 milliards en 2030, alors qu'il était encore de... 31 milliards en 2015.

Le 2 juin, la droite sénatoriale a carrément repoussé la proposition du gouvernement, bloquant ainsi pour quelque temps la valse des

cadeaux aux galonnés et aux marchands de canons, avec la volonté de pouvoir augmenter la mise.

Juste avant les élections sénatoriales de septembre, ces sénateurs sont donc sortis de leur train-train pour se faire mousser en agitant la fibre nationaliste et militariste.

Thomas Baumer



## Écoles : salles de classe en ébullition

Les épreuves du baccalauréat professionnel ont débuté jeudi 28 mai en pleine canicule. Dans certaines salles, les températures avoisinaient 38° et plusieurs élèves ont eu des malaises ou des saignements de nez.

Nombre d'établissements scolaires, mal chauffés pendant l'hiver, se transforment en bouilloires l'été. Le syndicat SNES-FSU a mené un sondage auprès de 623 collèges et lycées les mardi, mercredi et jeudi de la canicule : 73 % d'entre eux ont relevé plus de 30° en classe. Et pourtant, rien ou presque n'est prévu ni pour les élèves ni pour les professeurs. Quant au personnel

technique des cantines ou de ménage, il était aux premières loges dans des salles surchauffées, sans aménagement du temps de travail.

Certains proviseurs ont organisé les examens dans les salles les moins exposées à la chaleur, ont trouvé des ventilateurs et distribué des bouteilles d'eau fraîche. Mais, pour d'autres, les cours ont continué comme si de rien n'était.

Des responsables d'établissement ont tout de même annulé quelques cours en fin d'après-midi. Pendant ce temps, le gouvernement, lui, n'a fait que distribuer de bonnes paroles : « Il faut boire même quand on n'a pas soif », « Il faut se protéger de la chaleur, mettre les enfants au frais ». C'est se moquer du monde ! Les équipements élémentaires font défaut, comme des volets par exemple. Nombre de salles sont exposées au soleil avec quelques rares rideaux. Dans d'autres, on ne peut même plus ouvrir les fenêtres pour aérer le matin.



GUILLAUME BONNAUD SUD OUEST

Épreuves du bac pro pendant la canicule à Bordeaux.

D'après le SNES, il faudrait investir 5 milliards d'euros par an pendant dix ans en supplément des subventions déjà données aux collectivités territoriales pour adapter les

établissements scolaires au réchauffement climatique. Le gouvernement prétend ne pas avoir l'argent nécessaire, alors qu'il augmente le budget de l'armée.

**Aline Urbain**

## Lycée Germaine-Tillion – Montbéliard : une semaine de grève

Cela faisait plusieurs mois que le mécontentement grandissait au lycée Germaine-Tillion de Montbéliard dans le Doubs, avant qu'il ne se manifeste massivement vendredi 22 mai.

Que l'on soit lycéen, professeur ou agent d'entretien, tout le monde constatait que quelque chose ne tournait pas rond :

insalubrité des lieux, rats dans l'établissement, moisissures sur les murs, morceaux de plafond s'effondrant dans le hall, fenêtre

tombée sur une professeure, pannes d'ascenseur, toilettes bouchées, bac blanc annoncé la veille pour le lendemain... Mais c'est l'interdiction du hall central et du foyer aux lycéens, à la suite d'un craquement de fumigène, qui a mis le feu aux poudres. Les élèves ont rapidement créé des groupes sur le réseau Snapchat, fait tourner une pétition et entre 300 et 500 d'entre eux manifestèrent ce vendredi devant le lycée.

La direction, qui habituellement prêche la patience, a immédiatement appelé la police. Un ballon de football tombé sur une voiture de police a servi de prétexte à des tirs de

grenades lacrymogènes et à des bordées d'insultes : « Je t'ai dit de la fermer, alors tu fermes ta gueule », « Petit con » et autres propos inqualifiables. L'un des jeunes disant avoir cru mourir s'est entendu répondre : « Tant mieux, ça fera un connard de moins. »

Le mardi suivant, les lycéens se sont à nouveau réunis devant l'établissement, accompagnés de nombreux professeurs en grève. À nouveau, la police est intervenue de manière musclée et cette fois, un professeur a été blessé à la tête par un galet de grenade lacrymogène. Ce recours à la violence n'a pas eu l'effet souhaité et, le lendemain, les

enseignants étaient 90 en grève, postés devant le lycée avec les jeunes, partageant café et bonbons dans une ambiance festive, avec en guise de voisins une cinquantaine de CRS qui s'enuyaient ferme.

La grève a été reconduite en assemblée tous les jours jusqu'au vendredi 29 mai. Tous ceux qui y ont participé ont créé des liens et ressentent une grande fierté. Dans un contexte où l'État et ses différents relais expliquent qu'il n'y a pas d'argent, mais le mettent dans le budget de l'armée, les jeunes et les travailleurs de l'enseignement ne marchent pas au pas.

**Correspondant LO**



PAULINE BOUDIER RADIO FRANCE

Plusieurs centaines d'élèves rassemblés devant le lycée.

## Loi Bétharram : unanimité parlementaire... quand ça ne sert à rien

La révélation en 2023 des abus commis sur les pensionnaires de l'école Notre-Dame de Bétharram avait soulevé une légitime indignation.

Les abus avaient été couverts des dizaines d'années durant par la hiérarchie catholique et délibérément ignorés par la bonne société locale, y compris un certain François Bayrou.

Des parlementaires de tous bords s'étaient souciés de légiférer sur la question et un projet de loi fut concocté par un tandem associant une députée macroniste et un député LFI. Mais la vraie question était-elle de faire une nouvelle loi ? Les abus sur mineurs sont

évidemment déjà interdits. On suppose aussi que les institutions qui encadrent des jeunes ont l'obligation d'être regardantes sur les adultes qu'elles emploient. Si elles ne le sont pas, quelle qu'en soit la raison, on peut prévoir qu'aucune loi n'y changera quoi que ce soit, pas plus celle votée le 1<sup>er</sup> juin, qui propose des contrôles et autres listes noires, qu'une autre. Aucune loi non plus ne changera le fait que la société tout entière conforte le pouvoir du fort sur le faible,

de l'homme sur la femme, de l'adulte sur l'enfant. À telle enseigne que l'écrasante majorité des abus sexuels sur mineurs sont commis dans le cercle familial ou par des relations proches, par des personnes chargées en toute confiance de s'occuper d'enfants, comme cela s'est produit à Bétharram et dans bien d'autres institutions.

La seule chose que les parlementaires auraient pu peut-être changer est le fait que l'Église catholique se place au-dessus des lois, établit elle-même ses propres règlements y compris en matière criminelle

et absout ses membres sans en référer à la justice civile. Les prêtres ne sont en effet pas obligés de révéler les abus sexuels commis par leurs confrères, sous prétexte qu'ils les ont entendus en confession. À ce compte, de très nombreux auteurs d'abus ont sévi de poste en poste, avec les bénédictions successives de leurs évêques et, on le suppose, même s'ils s'en sont confessés.

Or, un paragraphe du projet de loi prévoyait justement que le secret de la confession ne devait pas tenir devant la gravité des faits. Mais la droite et

l'extrême droite, à genoux devant l'autel et la réaction, ont bataillé au nom de la sainteté de ce sacrement. La gauche s'est alors inclinée, au nom cette fois, elle, de la beauté de l'unanimité parlementaire sur un sujet d'intérêt général. C'est ainsi qu'une loi, qui n'aura par elle-même aucune conséquence, a pu être votée à l'unanimité et, paraît-il, dans une grande émotion. La France reste bien en même temps la fille aînée de l'Église et un bastion du crétinisme parlementaire, y compris celui de gauche.

**Paul Galois**

## Liban : la politique israélienne de la terre brûlée

Dans la matinée du lundi 1<sup>er</sup> juin, l'armée israélienne a averti qu'elle se préparait à bombarder la banlieue sud de Beyrouth. Le soir même, lors d'une conversation téléphonique, Trump aurait ordonné à Netanyahu de ne pas attaquer la capitale libanaise.

« Aucune troupe n'ira à Beyrouth » et celles « en route ont déjà fait demi-tour », aurait déclaré le président américain. Lors de cet échange téléphonique, il aurait même qualifié Netanyahu de « complètement fou », lui reprochant de mettre en péril les négociations en cours avec l'Iran. Obligé de se soumettre aux injonctions de son protecteur américain, le Premier ministre israélien semble alors avoir reporté les bombardements annoncés, mais rien n'indique qu'il y a renoncé. Il a en tout cas tenu à assurer que son armée « continuera d'opérer comme prévu dans le sud du Liban ».

Depuis le 27 mai, l'armée israélienne a franchi le Litani, annonçant l'extension jusqu'à un autre fleuve plus au nord, le Zahrani, à

40 kilomètres de la frontière, de la « zone tampon » qu'elle cherche à créer. Comme l'avait annoncé le ministre israélien de la Défense, les méthodes déjà éprouvées à Gaza y sont appliquées : évacuation de la population, destruction systématique des habitations à l'explosif, par des bombardements ou à la pelleuse. Près de la moitié des zones urbaines des régions concernées ont été rasées ou endommagées depuis mars. La ville de Tyr, sur la côte méditerranéenne, qui comptait environ 40 000 habitants avant l'invasion israélienne, a vu sa population diminuer de moitié. Ceux qui sont restés, les plus âgés, les malades ou ceux qui ne disposent pas d'un véhicule, doivent subir quotidiennement des bombardements meurtriers. Le



Tyr, au Liban, le 2 juin.

1<sup>er</sup> juin, un hôpital a été en partie détruit. D'après le ministère libanais de la Santé, l'offensive israélienne a fait plus de 3 400 morts et près de 10 400 blessés depuis le 2 mars.

L'armée israélienne a annoncé le 31 mai la prise de la forteresse médiévale de Beaufort, édiflée lors des croisades, un site stratégique déjà utilisé comme base lors d'une précédente période d'occupation du sud

du Liban, entre 1982 et 2000. Triomphaliste, Netanyahu a proclamé qu'il s'agissait d'un « tournant décisif », mais les combats qui se sont poursuivis avec des miliciens du Hezbollah montrent qu'il n'en est rien. Depuis le 2 mars, 27 soldats israéliens ont été tués, dont deux en une seule journée depuis ce « tournant décisif ».

Le gouvernement de Netanyahu et ses alliés d'extrême droite continuent de

mener leur politique de massacres et de destructions car ils bénéficient du soutien de Trump, et en réalité de l'ensemble des grandes puissances, qui voient en eux un gendarme bien utile pour l'ordre impérialiste. Cette politique est payée de plus en plus cher par les populations de la région, au Liban, à Gaza mais aussi par celle d'Israël, qu'elle condamne à une guerre sans fin.

Marc Rémy

## Algérie : une campagne électorale muselée

En Algérie la campagne pour les élections législatives du 2 juillet, ne suscitait jusqu'à présent que la plus grande indifférence, tant le discrédit des clans politiques est profond parmi les classes populaires.

La dégradation des conditions d'existence, la corruption et le verrouillage de la vie politique entraînent un rejet. Mais la campagne s'est réveillée suite à l'invalidation de nombreuses listes par l'Autorité nationale indépendante des élections

(ANIE). « Atteinte aux bonnes mœurs », « en lien avec les milieux d'argent », « lié à des affaires suspectes », sont les motifs invoqués par l'ANIE pour écarter des candidats, sans aucune preuve et dans l'arbitraire le plus total. Si des candidats indépendants

ayant un certain crédit dans leur localité ont été visés, les islamistes du MSP, les partis dits démocratiques RCD, FFS, et le Parti des travailleurs (PT) sont aussi concernés.

La mise à l'écart de candidats membres de ces partis peut surprendre, tant chacun à sa manière a fait le jeu du système jusqu'au Hirak, ce mouvement populaire qui en 2019 avait mobilisé des

millions de manifestants contre le cinquième mandat de Bouteflika, la « mal-vie » et la corruption. En 2021, la plupart de ces partis avaient appelé au boycott des élections législatives mais, depuis, ils sont rentrés dans le rang. Ils reprennent les discours nationalistes du régime et prêchent la nécessité de faire des sacrifices pour le bien de la nation. Louisa Hanoune, dirigeante du PT qui prétend être la voix des sans voix, a même tenu à valoriser les maigres augmentations lâchées par le président Tebboune dans la fonction publique et à encenser « l'État social » algérien qui selon elle prendrait soin des plus démunis.

Ces élections servent à entretenir une façade démocratique, un paravent civil derrière lequel s'abritent les dirigeants algériens, et en premier lieu ceux de l'armée, pour régler leurs affaires et leurs différends. En même temps, ceux-ci craignent sans doute que, même parmi

des partis ainsi domestiqués, certains réussissent à cristalliser sur leur nom le mécontentement qui couve dans toute la société.

Car si depuis la guerre au Moyen-Orient, les cours du gaz et du pétrole flambent, la pauvreté, elle aussi, bat des records. Le gel des salaires, l'inflation, le chômage font plonger dans la pauvreté les masses travailleuses. À cela s'ajoute une politique de restriction des importations qui crée des pénuries sur de nombreux produits.

En décidant qui sera candidat, en éliminant ceux qui ne lui plaisent pas, le régime est peut-être en train de raviver la colère et le sentiment d'être méprisés qu'avaient ressenti des millions d'Algériens, lorsque Bouteflika, malade, muet et impotent, avait été présenté une fois de plus comme candidat, ce qui avait déclenché le Hirak. Visiblement, le régime est incapable de tirer les leçons de ce passé récent.

Leïla Wahda

### Lisez Lutte de classe

Revue de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du n° 256 (mai-juin 2026)

- L'impérialisme américain plonge le monde dans la guerre
- Iran : le régime renforcé par l'attaque impérialiste
- Israël : la population otage d'une guerre permanente au service de l'ordre impérialiste
- États-Unis : la situation dans le pays et sa politique impérialiste
- Mai 1926 : il y a cent ans, la grève générale des travailleurs britanniques
- Les Mémoires d'Elizabeth Gurley Flynn

Prix : 3 euros – envoi contre cinq timbres.



## Colombie : vers une victoire de l'extrême droite ?

**Dimanche 31 mai, au premier tour de l'élection présidentielle en Colombie, le candidat d'extrême droite, Abelardo de la Espriella, a créé la surprise en arrivant en tête avec 43,7% des suffrages. Il a de sérieuses chances de l'emporter au second tour.**

De la Espriella, un avocat qui s'est enrichi en défendant narcotrafiquants et paramilitaires, est une espèce de clone de l'Argentin Milei ou du Salvadorien Bukele. Il revendique son amitié avec Salvatore Mancuso, l'un des principaux chefs des

Autodéfenses unies de Colombie, responsables de multiples massacres de paysans dans les années 1990 et 2000. Il promet de développer les industries minière et pétrolière sans se soucier d'environnement ni des droits des populations indigènes,

de réduire les dépenses de l'État de 40 %, d'engager une guerre totale contre les guérillas en collaboration avec Trump et de construire des mégaprisons pour y enfermer les membres des cartels. Son discours plaçant pour la politique de la « main dure », sa dénonciation de la gauche comme alliée des guérillas, et de la corruption généralisée, ont séduit au-delà de la partie la plus conservatrice de la population.

Pourtant la gauche ne s'est pas effondrée. Au contraire, son candidat, Iván Cepeda, a obtenu 41 % des suffrages, soit 1,2 million de voix de plus que son prédécesseur, Gustavo Petro, premier président de gauche de la Colombie, élu en 2022. Mais l'extrême droite, elle, a attiré 2 millions et demi d'électeurs supplémentaires par rapport à 2022. Elle a bénéficié du poids de l'Église catholique et des Églises évangéliques, ainsi que de celui des médias, tenus par des groupes capitalistes. Et puis, il y a la pression sur l'opinion de Trump, qui traitait Petro de « *baron de la drogue* » en octobre, et celle de Daniel Noboa, président de l'Équateur, qui a déclenché en décembre une guerre commerciale contre

la Colombie, allant jusqu'à taxer à 100 % les produits colombiens. Dernièrement, Noboa déclarait qu'il mettrait fin à ces taxes en cas de victoire du candidat d'extrême droite.

Le gouvernement de Petro n'a certes pas été révolutionnaire. Lui-même a toujours dit vouloir « *développer le capitalisme pour sortir le pays du féodalisme* ». En 2022, il avait profité de l'effondrement des partis traditionnels, mais n'a pu gouverner ensuite qu'en trouvant l'alliance de politiciens de droite. Il s'est néanmoins heurté à l'opposition du Congrès, en particulier pour une timide réforme de la santé qui n'a jamais vu le jour. Petro a cependant réussi à faire passer quelques mesures favorables aux classes populaires. Le salaire minimum durant son mandat est passé de 1 million à 1,750 million de pesos (un peu plus de 400 euros). Cette hausse est bien supérieure à ce que les travailleurs ont connu auparavant, mais elle est loin de les concerner tous, ne serait-ce que parce que la moitié d'entre eux sont employés dans le secteur informel. Par ailleurs, le gouvernement a acquis plus de 600 000 hectares inexploités

par les grands propriétaires et en a redistribué la moitié à plus de 70 000 familles de paysans sans terre ou à des victimes de la violence des paramilitaires. Ce n'est pas rien pour ceux qui en ont bénéficié. Mais il en faudrait bien plus pour changer la vie de millions de pauvres.

Dans les campagnes, 1 % des exploitations accaparent 80 % des terres cultivables. Dans les années 1990, le conflit armé entre guérillas et paramilitaires a permis aux grands propriétaires et aux narcos (souvent les mêmes) de chasser huit millions de paysans de leurs terres. La plupart n'y sont jamais retournés. En 2025 encore, près de 108 000 personnes ont subi des déplacements forcés massifs. Les paramilitaires d'extrême droite, devenus « *Clan du Golfe* » et reconvertis en narcotrafiquants après les accords de paix, continuent d'assassiner en toute impunité.

La violence en Colombie vient de la classe dominante. Une victoire de l'extrême droite lors du second tour, le 21 juin, ne ferait que l'accroître démesurément, aux dépens des plus pauvres.

**Antoine Ferrer**



Le candidat de gauche, Iván Cepeda, pour le second tour.

## États-Unis : onze morts dans l'explosion d'une usine

**Une terrible explosion a secoué, le 26 mai, l'usine Nippon Dynawave Packaging, située sur les rives du fleuve Columbia, à Longview, dans l'État de Washington, au nord-ouest des États-Unis.**

Onze travailleurs ont perdu la vie dans le plus important accident industriel dans cet État en près d'un siècle. Les 550 travailleurs de ce complexe industriel transforment des copeaux de bois, abondants dans cette région d'exploitation forestière intense, en pâte à papier, puis en carton. Ce processus fait appel à une solution de sulfure et d'hydroxyde de sodium, dont plus de 2,2 millions de litres étaient stockés dans la cuve qui a explosé, pour une raison pour le moment inconnue.

Le danger est persistant : il a fallu presque une semaine pour que les équipes de secours retrouvent les corps de toutes les victimes. Mais pour les autorités il n'y

aurait pas de problème : selon elles, malgré le déversement massif de produits chimiques, le fleuve ne serait pas contaminé et l'eau resterait potable pour les habitants de Longview.

La sécurité de l'usine elle-même n'a jamais inquiété ni ses patrons bien entendu ni l'agence fédérale chargée de la contrôler. Celle-ci a déclaré qu'un feu, qui s'était propagé au stock de copeaux de bois en 2023, avait été un « *accident* » sans que les causes en aient jamais été déterminées. Cette agence ne dispose à l'échelle des États-Unis que d'un inspecteur pour 88 000 emplois, ce qui est trop au goût du patronat : Trump se propose d'en réduire encore le nombre de 12 %.

L'explosion du 26 mai a

été d'autant plus mortelle qu'elle a eu lieu à 7 h 15, au moment du changement d'équipe et qu'habituellement la répartition des postes se fait dans une salle de pause qui a été soufflée. Cette salle était donc située très près des cuves de produits chimiques, alors que celles-ci constituent un risque évident.

Aux États-Unis, quinze travailleurs en moyenne meurent chaque jour au travail. C'est le cas parfois en un seul accident, comme celui qui a détruit un avion transportant les colis d'UPS en novembre sur l'aéroport de Louisville. Et même lorsqu'une entreprise est reconnue responsable de tels drames, ce qui n'est pas le cas général, elle n'indemnise les familles qu'à hauteur de 16 000 dollars (13 700 euros) en moyenne, ce qui est une goutte d'eau dans l'océan des bénéfices

du patronat américain.

La classe ouvrière paie son exploitation de 5 000 morts par an lors d'« *accidents* », auxquels s'ajoutent 135 000 autres décès suite à des maladies professionnelles et blessures au travail.

Ce qui est en cause n'est pas une quelconque fatalité mais l'organisation

générale de la production qui méprise la vie des travailleurs et dont le but n'est pas la sécurité maximale, mais le maximum de profits. Personne n'en protégera les travailleurs, sinon eux-mêmes, en se libérant de l'exploitation.

**Lucien Déroit**



Après l'explosion.

# Nouvelle-Calédonie : coup de force gouvernemental

Les élections provinciales en Nouvelle-Calédonie se tiendront le 28 juin prochain avec un corps électoral élargi de plus de 10 000 nouveaux électeurs grâce à une loi promulguée le 28 mai.

Le 13 mai 2024, il y a tout juste deux ans, c'est contre l'élargissement du corps électoral que s'est mobilisée la jeunesse kanake et océanienne. Pendant près de quatre mois, des milliers de jeunes se sont affrontés à la police et aux milices caldoches. La répression fit 14 morts dont 11 Kanaks, mais le gouvernement dut remballer son projet de loi qui favorisait la droite anti-indépendantiste, en lui donnant des électeurs supplémentaires et en laissant les Kanaks toujours minoritaires dans leur propre pays.

Deux ans plus tard, après que toutes les tentatives

gouvernementales faites pour sauver les positions de la droite caldoche et anti-indépendantiste ont échoué, le gouvernement tente donc une nouvelle manœuvre : il veut tenir les élections reportées depuis deux ans en élargissant partiellement le corps électoral aux « natifs ».

En Nouvelle-Calédonie, il y a depuis les accords de Nouméa de 1998 plusieurs listes électorales. Pour les élections nationales, la liste comprend 218 000 électeurs, tous les citoyens français. Pour les élections provinciales, la liste comprend 181 000 électeurs, conformément à une concession



Manifestation à Nouméa en 2023.

faite en 1998 aux Kanaks qui craignaient d'être submergés par les immigrés venus de métropole. Elle est pour cela limitée aux personnes qui résidaient en Nouvelle-Calédonie avant 1998, ainsi qu'à leurs descendants, à la condition d'avoir résidé pendant dix années consécutives sur le territoire et que leurs ascendants aient été déjà inscrits.

En rajoutant les « natifs », le nombre d'électeurs a priori favorables aux anti-indépendantistes va grossir de 6 400, tandis que ceux issus de la communauté

kanake ne va grossir que de 4 000 personnes. Les anti-indépendantistes devraient donc bénéficier de 2 400 voix de différence, une aide précieuse dont ils ont besoin pour conserver le pouvoir dans la Province Sud, celle de Nouméa, vers laquelle bien des Kanaks et des Océaniens ont migré ces dernières années, et y menacent la majorité caldoche.

Devant l'hostilité des Kanaks, le gouvernement a renoncé à ajouter aux natifs leurs conjoints. Pour neutraliser une éventuelle mobilisation des partis kanaks, il a aussi promis à ces derniers de nouvelles négociations sur le statut de l'archipel après les élections

provinciales. Et, de fait, si les partis kanaks ont protesté contre la manœuvre de Lecornu, ils appellent les électeurs kanaks à se mobiliser dans les urnes.

En attendant, la population kanake et océanienne subit un chômage et une misère aggravés par une crise économique profonde. Le nombre d'emplois salariés dans le privé a chuté de 18 % depuis 2024, le chômage n'est indemnisé que pendant neuf mois et il n'y a pas en Nouvelle-Calédonie de RSA. Rien ne dit que les travailleurs et les pauvres de l'archipel accepteront d'être de nouveau ainsi méprisés.

Serge Benham

# France-Vanuatu : pour quelques cailloux de plus...

Mardi 19 mai, le Premier ministre du Vanuatu, Jotham Napat, a accusé Paris de pratiques coloniales, et il y a de quoi.

La France refuse en effet de rétrocéder Matthew et Hunter, des cailloux volcaniques inhabités d'une surface de 0,7 km<sup>2</sup>.

Comme ces deux îlots sont situés à quelque 300 kilomètres à l'est de la Nouvelle-Calédonie, leur possession est une belle affaire qui permet à la France de prolonger sa zone économique exclusive dans le Pacifique d'environ 350 000 km<sup>2</sup> ! Alors, entre zones de pêche, ressources minières potentielles, présence militaire française dans le Pacifique, il n'est pas question pour le gouvernement d'en céder la

souveraineté.

Il y a un siècle, du temps de l'Empire colonial français, le Vanuatu — à l'époque les Nouvelles-Hébrides — était un condominium, une colonie partagée par la France et la Grande-Bretagne. En 1976, alors que le mouvement indépendantiste prenait de l'ampleur au Vanuatu, l'État français s'appropriait les îlots en les transférant à la Nouvelle-Calédonie. Quatre ans plus tard, en 1980, quand le Vanuatu accéda à l'indépendance, sa souveraineté exclut ses îlots, même s'il la revendiqua dès le premier jour. En 1983, la

marine vanuataise débarqua même sur l'une des îles, dévissa la plaque française et planta son propre drapeau. La France répliqua en envoyant un bâtiment militaire rétablir les symboles tricolores et, depuis, elle effectue des patrouilles navales régulières.

Dernièrement, dans son désir de jouer un rôle entre la Chine et les États-Unis, l'impérialisme français a cherché à gagner de l'influence au Vanuatu. En réponse aux avances de Macron, le gouvernement vanuatais a posé comme condition la rétrocession des deux îlots. Marine Le Pen a saisi l'occasion pour faire, en décembre dernier, une sortie tricolore en affirmant que « les Français n'ont pas à subir que le pouvoir macroniste démantèle nos territoires d'outre-mer dans leur dos. » Pas moins.

Tout en se disant prêt à négocier des droits de pêche avec le Vanuatu, le gouvernement a affirmé que jamais, jamais il ne cédera la souveraineté sur ces îlots désertiques situés à 17 000 km de ses bureaux... À quand l'envoi du porte-avions ?

S. B.

# Salon de l'armement : hypocrites en solde

« Sont autorisés uniquement les exposants israéliens qui présenteront des systèmes de défense antibalistique et antiaérienne. » Telle est la décision tortueuse annoncée par le général responsable du salon de l'armement Eurosatory, qui aura lieu mi-juin à Villepinte.

Qualifiée par le gouvernement israélien de « décision honteuse », cette annonce correspond à la timide condamnation par le gouvernement français de l'offensive israélienne au Sud-Liban, et notamment de la prise de la forteresse de Beaufort, considérée comme un emblème des relations franco-libanaises.

« Ça a le mérite d'être clair [...] Cela évite toute arme offensive », a insisté l'organisateur galonné. En effet, c'est aussi clair que peut l'être le soutien apporté par la bourgeoisie française à la politique meurtrière que mène le

pouvoir israélien à Gaza, en Iran, en Syrie, au Liban. C'est un soutien hypocrite mais total, tant pour la classe dirigeante de ce petit impérialisme européen qu'est la France, il est hors de question de s'opposer autrement qu'à la marge, en paroles et avec prudence, à la politique de Trump et de Netanyahu.

D'ailleurs, plus de 525 livraisons de matériel militaire à destination des industries « de défense » et aérospatiale de Tel Aviv ont eu lieu entre octobre 2023 et mars 2026, selon une organisation palestinienne, et une dizaine d'entreprises françaises, dont Safran, Thales, Aubert et Duval, n'ont cessé de fabriquer des pièces pour la société d'armement Elbit Systems, qui alimente l'armée israélienne. Les affaires continuent donc allègrement.

Viviane Lafont



Les îles Matthew et Hunter.

## Morts de la rue : la pauvreté tue

**Plus de 929 sans-abri sont morts en France en 2025. Le collectif Les Morts de la rue rappelait ce scandale le 2 juin, en égrenant lors d'un hommage leur prénom, âge, ville, enfin le peu que l'on sait d'eux.**

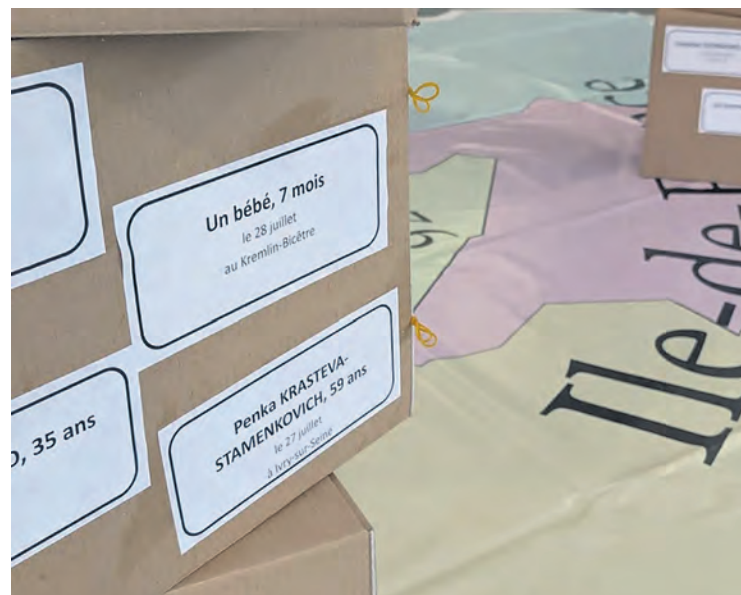
Plus nombreux d'année en année, ces morts dans la rue sont difficiles à recenser. Avant une enquête en cours, l'Insee n'avait pas publié de statistique les concernant depuis 2012, mais les associations ou les riverains qui s'en préoccupent savent la réalité : il suffit parfois d'une expulsion, d'un licenciement, d'une maladie grave, d'un accident de la vie, comme on dit, pour se retrouver à la rue, et, en période de grand froid comme de canicule, pour y mourir. On meurt à 50 ans, en moyenne, bien plus jeune que la moyenne de la population, mais il

s'est trouvé parmi les morts de la rue des personnes âgées : une femme de 88 ans, mais aussi 14 enfants de moins de 4 ans, dont un bébé de 11 jours.

Hausse du nombre de chômeurs, montée de la pauvreté et de la précarité, durcissement des politiques vis-à-vis des migrants, baisse de la construction de logements abordables, déficit chronique d'hébergements d'urgence, difficultés croissantes d'accès aux soins, toutes les conditions sont réunies pour que le nombre de sans-abri et leur précarisation grandissent. La promesse solennelle de

Macron en 2017 – « Je ne veux plus, d'ici la fin de l'année, avoir des femmes et des hommes dans les rues, dans les bois ou perdus. » – résonne comme une sinistre plaisanterie. Les princes capitalistes et leurs fondés de pouvoir en politique n'ont que faire de ceux qu'ils ont réduits à la misère, pourvu qu'ils n'encombrent pas leur villa Montmorency à Paris ou leur quartier des Quinconces à Bordeaux.

À eux seuls, les 6 millions de mètres carrés de bureaux vides en Ile-de-France, à peine aménagés, permettraient de loger ou héberger les 350 000 sans-abri. Mais on ne peut compter sur un gouvernement de la bourgeoisie pour s'attaquer à ce problème



LES MORTS DE LA RUE - PIERRE DE BAUDOUIN

Les noms des morts de la rue.

qui affecte les classes laborieuses.

Lénine écrivait il y a bientôt 110 ans, en pleine période révolutionnaire, dans *L'État et la révolution* : « Ce qui est certain, c'est qu'il y a dans les grandes villes déjà suffisamment d'immeubles à usage d'habitation pour remédier sans

délai par leur emploi rationnel à toute véritable "crise du logement". Cela ne peut naturellement se faire que par l'expropriation des propriétaires actuels, par l'occupation de leurs immeubles par des travailleurs sans abri ou immodérément entassés dans leurs logis. »

**Viviane Lafont**

## Urgences : l'attente s'allonge

**Une étude de la direction des statistiques parue le 1<sup>er</sup> juin indique que le temps d'attente aux Urgences a augmenté d'environ 50% en dix ans.**

Le rapport analyse les données entre 2013 et 2023. Le temps passé entre l'admission administrative et la sortie du service a augmenté d'une heure, passant de 2 h 15 à 3 h 10 en moyenne. Quant aux patients devant ensuite être hospitalisés pour une courte durée, ils restent dans ces services pendant une durée de 6 h 30 en moyenne. Et encore, l'étude a été réalisée hors période de vacances scolaires, pendant laquelle les effectifs sont restreints, et hors périodes d'épidémies – hivernales en particulier –, lorsque l'afflux de malades met les services sous tension.

Cette situation n'a rien d'une fatalité, elle est la conséquence de décennies de politiques d'économies dans les hôpitaux et de désorganisation du système de santé. En dix ans, les gouvernements ont supprimé 40 000 lits d'hôpital. Quant aux déserts médicaux, ils progressent et touchent 151 intercommunalités, soit plus de deux millions de personnes qui n'ont pas d'accès proche à des consultations ou des actes médicaux de base. Décrocher un rendez-vous avec un généraliste ou un spécialiste peut relever de l'exploit.

Dans ces conditions, il

n'y a rien d'étonnant à ce qu'une personne sur cinq qui se présente aux Urgences le fasse souvent pour une simple consultation, faute d'autre solution. Plusieurs services d'urgence, un peu partout dans le pays, ont connu des mouvements de grève pour dénoncer le manque de moyens, alors que le nombre de passages explose. En 2023, plus des deux tiers des départements ont réagi en mettant en place des restrictions d'accueil des patients.

La santé publique se heurte à l'organisation aberrante de la société, qui la rend incapable d'offrir des soins de base à l'ensemble de la population laborieuse.

**Camille Paglieri**



LE D.L.S.V.

## Médicaments anti-obésité : la poule aux œufs d'or

Lors d'un déplacement à l'hôpital de La Pitié-Salpêtrière jeudi 28 mai, la ministre de la Santé a annoncé que deux médicaments anti-obésité seront remboursés par l'assurance maladie à partir du 15 juin.

Il s'agit sans aucun doute d'une bonne nouvelle pour bon nombre de patients, qui devaient déboursier environ 300 euros par mois pour obtenir ces traitements, mis sur le marché en 2024. Ils pourront désormais être remboursés, la plupart du temps à 100 % puisque ceux-ci sont généralement pris en charge en ALD (affection longue durée), sur prescription d'un spécialiste. Sur les 10 millions de personnes touchées par l'obésité en France, environ un million seraient concernées par le remboursement des deux médicaments : le Wegovy, du danois Novo Nordisk, et le Mounjaro, de l'américain Eli Lilly. Mais ce million de patients potentiels, encore devront-ils avoir accès à un spécialiste en ville ou à l'hôpital, ce qui s'apparente souvent à une course au trésor.

Derrière les discours publicitaires sur la santé

publique, les laboratoires se jettent sur un marché très lucratif, puisqu'une personne sur huit dans le monde est touchée par l'obésité. Les premiers traitements se vendaient plus de mille dollars aux États-Unis. À ces prix-là, le marché était forcément restreint, et le remboursement des traitements fait partie intégrante de la stratégie commerciale des laboratoires pharmaceutiques pour l'élargir. D'autant que l'obésité est une maladie qui touche avant tout les classes populaires, qui n'ont pas les moyens de se payer des traitements hors de prix.

Que ce soit au travers des prix libres ou des négociations avec les États, les laboratoires sont gagnants à tout coup. Novo Nordisk a annoncé une augmentation de son bénéfice net de 67 %, soit 6,5 milliards d'euros pour les seuls trois premiers mois de l'année. Pour Eli Lilly, la hausse est de 56 %, près de 20 milliards de dollars pour la même période.

Pour ces capitalistes de la santé, il n'est pas question de cure d'amaigrissement des profits.

**C. P**



CAPTURE D'ECRAN TFI

## Urgences psychiatriques Sainte-Anne – Paris : en grève, relever la tête ensemble !

À partir du mardi 26 mai, les infirmiers du CPOA (Centre psychiatrique d'orientation et d'accueil) situé dans l'hôpital Sainte-Anne à Paris, se sont déclarés en grève face à la surcharge du service, dont le taux d'occupation moyen atteint 134 %, pour exiger des lits et des effectifs.

Tandis que certains grévistes sont assignés à tour de rôle et assurent un service minimum, d'autres animent un piquet de grève, vont distribuer au self le tract qu'ils ont écrit, rendent visite à d'autres services de l'hôpital ou à d'autres services d'urgences.

L'élément déclencheur du mouvement a été l'accueil des patients, 7 jours sur 7 et 24 h sur 24, dans des conditions indignes : matelas par terre dans des bureaux par exemple, effectif total de 36 infirmiers, ce qui ne suffit pas.

La grève a été préparée par les infirmiers avec l'aide de la CGT qui l'a officialisée. Elle l'a fait d'abord par une procédure de « danger

grave et imminent », puis en participant aux côtés des grévistes à des réunions de négociations avec la direction. Mercredi 3 juin, la grève continue car les propositions de la direction sont jugées insuffisantes.

Chaque jour, les grévistes sont entre quinze et vingt à se réunir dans leur service, en assemblée, pour discuter et voter tout ce qui concerne leur mouvement : actions, service minimum des assignés, suivi du déroulé de la grève, revendications et réponses de la direction.

Après plus d'une semaine, les liens se renforcent. Les plus jeunes vivent leur première grève, découvrent des discussions animées et démocratiques, oublient la fatigue en consacrant leur temps libre à renforcer la lutte, réalisent que l'hôpital, c'est d'abord eux – tous ceux qui y travaillent. La généralisation à tout l'établissement n'est pas encore un objectif affiché mais l'idée commence à germer.

**Correspondant LO**



## Duralex – Loiret : 243 emplois menacés

Le 1<sup>er</sup> juin, la verrerie Duralex à La Chapelle Saint-Mesmin, près d'Orléans, qui avait été reprise sous forme de société coopérative de production (Scop) par ses salariés, a été de nouveau placée en redressement judiciaire.

Pour les 243 salariés, qui n'ont reçu que la moitié de leur paye fin mai, c'est un coup dur, d'autant plus que fin 2025, la verrerie affichait un chiffre d'affaires en hausse de 7 %, et qu'ils avaient bénéficié d'un élan de solidarité lors de leur levée de fonds participative qui avait recueilli 20 millions d'euros en à peine quarante-huit heures.

Cela n'a pas suffi à renflouer la trésorerie de cette entreprise placée cinq fois en redressement judiciaire en vingt ans. Depuis 2020, les trois patrons qui se sont succédé à la tête de Duralex n'ont procédé à aucun investissement tout en touchant des aides de l'État. Ils ont fait un maximum de profit en exploitant les travailleurs et en usant jusqu'à la corde les machines et les fours vieillissants.

En juillet 2024, dans l'espoir de sauver leur emploi, 60 % des travailleurs avaient voté pour le projet de Scop soutenu à hauteur

d'un million d'euros par la Région Centre-Val de Loire et Orléans Métropole qui a racheté l'usine et le foncier évalué à six millions d'euros.

Pour les responsables politiques de tout bord, c'était l'occasion de faire la promotion du « made in France », présenté comme seul capable de préserver les emplois. Ce patriotisme économique dédouane les patrons de toute responsabilité dans les licenciements et, de fait, influence aussi bien des travailleurs. Mais si ces derniers ont vu la création de la Scop avec sympathie, c'est surtout parce qu'ils se sentaient solidaires d'un combat pour sauver les emplois.

Le député LFI Thomas Portes a surfé sur cet élan en déclarant : « Les entreprises doivent être entre les mains des salariés, loin des patrons inutiles qui ne pensent qu'à se gaver. » Ces paroles sont citées par le journal libéral *L'Opinion* qui profite de l'échec de Duralex pour

expliquer que les profits patronaux sont bien mérités au regard des risques pris. Des responsables politiques pointent la mauvaise gestion du directeur et l'opacité sur l'utilisation des fonds récoltés. Derrière toutes ces critiques transparaît l'idée que les travailleurs sont incapables de gérer les entreprises.

En réalité, les travailleurs de Duralex ont hérité d'une entreprise vieillissante et, comme dans toutes les autres, la Scop a dû endurer les conséquences de la hausse du coût des matières premières et de l'énergie. Cet échec prouve seulement que contrôler la majorité du capital d'une seule entreprise ne permet pas à ses travailleurs d'échapper aux exigences des financiers, à la concurrence et à la loi du profit.

Il faut remettre en cause la propriété privée de l'ensemble des entreprises et de l'économie. Les travailleurs produisent toutes les richesses, font tout fonctionner, et sont largement les mieux placés pour la diriger.

**Correspondant LO**

## Aides à domicile : les trajets grèvent les budgets

Cela fait des années que le remboursement des frais kilométriques est un énorme problème dans l'aide à domicile et d'autant plus aujourd'hui avec l'augmentation importante des prix du carburant.

Aujourd'hui beaucoup d'aides à domicile sont obligées de prendre sur leur salaire pour faire le plein et ce n'est plus supportable.

Le conseil départemental des Pyrénées-Orientales a voté une enveloppe de 600 000 euros pour aider les structures d'aide à domicile à acheter des

véhicules électriques, et la présidente de ce conseil s'en glorifie. Mais l'enveloppe ne sera partagée qu'entre 13 structures et il faut savoir que cela fait tout simplement 29 voitures électriques pour environ 3 000 aides à domicile que compte le département. De qui se moque-t-on ?

Lecornu a annoncé le 21 mai une prime pour « trois millions de travailleurs modestes grands rouleurs ». Cette fameuse « indemnité carburant » est de 100 euros versés en une seule fois début juin sous conditions de ressources et d'utilisation de son propre véhicule. Les salariées doivent faire leur demande en ligne et d'ores et déjà certaines savent qu'elles n'y auront pas droit. L'État vient aussi

d'agréer une augmentation des indemnités kilométriques, après un gel de quatre ans, qui passent de 0,38 euro à 0,40 euro par kilomètre. C'est une misère... que, dans le département, les travailleuses ont déjà obtenue après une grève. Il faut savoir aussi que seuls les trajets entre deux interventions consécutives sont remboursés, autant dire des nèfles.

La douche a bien refroidi les aides à domicile,

comme l'a dit une d'entre elles : « L'effet waouh fait pschitt. » C'est pourquoi jeudi 4 juin, elles maintenaient un débrayage organisé par la CGT qui devait réunir des salariés de plusieurs associations du département afin d'aller demander des comptes. Ce débrayage devait permettre aux travailleuses de se rencontrer, de discuter et de s'organiser afin de préparer la riposte.

**Correspondant LO**

## Michelin – Clermont-Ferrand : “projet d’adaptation” contre les travailleurs

C'est par mail, et pour beaucoup par les médias, que les travailleurs de Michelin ont appris jeudi 28 mai le « projet d'adaptation des effectifs » prévoyant jusqu'à 1 500 suppressions de postes d'ici 2029 en France. C'est doublement révoltant !

Les deux tiers des emplois supprimés le seraient dans les services tertiaires et un tiers dans les usines de production. Plusieurs sites seraient touchés, mais c'est surtout à Clermont-Ferrand qu'aurait lieu la majorité des suppressions de postes. Il est notable que le communiqué de l'entreprise est très prudent : les départs ne seraient que « volontaires » ou « non contraints ». À qui veut-elle faire croire qu'elle va trouver 1 500 « volontaires » ? « Un dispositif d'accompagnement personnalisé

sur trois ans » serait engagé. Les 400 salariés de Clermont-Ferrand, actuellement sans poste et en recherche d'emploi en interne, doivent apprécier...

Lors de l'assemblée générale des actionnaires fin mai, non seulement il ne fut pas question de ces suppressions de postes, mais Michelin a annoncé 2,7 milliards d'euros de bénéfices en 2025, dont un milliard de dividendes pour les actionnaires et a promis une progression de ses profits en 2026. S'y ajoute la possibilité

de rachats d'actions pouvant aller jusqu'à deux milliards d'euros. Ce sont notamment la suppression de milliers d'emplois et la fermeture d'usines dans le monde qui permettent de maintenir ces profits. Entre 2023 et 2025 ont été fermées, par exemple, Cholet et Vannes en France, Querétaro au Mexique, Karlsruhe et Trèves en Allemagne, Ardmore aux États-Unis. Au total, le groupe a supprimé plus de 8 000 emplois en sept ans.

Les raisons avancées sont toujours aussi malhonnêtes : « Le coût de travail et de l'énergie, ainsi qu'une pression fiscale parmi les plus fortes des pays industrialisés. » Mais comment expliquer alors que, pour



Détournement d'une banderole Michelin, pendant la grève à Cholet en 2024.

la septième année consécutive, la France reste la première destination des investissements directs étrangers ? Quant à la concurrence asiatique, autre leitmotiv, elle a bon dos. La plus grande usine Michelin de production de pneus haut de gamme se situe... en Chine. L'exploitation de travailleurs chinois profite largement au

manufacturier français.

Quelles que soient les pseudo-raisons avancées, les travailleurs n'ont pas à en faire les frais. Ce qui est vital pour eux est d'avoir un salaire qui permette de vivre et, pour cela, il faudra imposer un « projet d'adaptation » des dividendes pour garder tous les emplois et augmenter les salaires !

Correspondant LO

## Super U – Tonnay-Charente : contre les licenciements

Les 120 salariés du magasin Super U de Tonnay-Charente, en Charente-Maritime, affrontent une direction de combat. Certains ont dû se mettre en grève pour défendre deux d'entre eux.

Qu'on en juge : convocation immédiate sans pouvoir prévenir les collègues, reproches permanents, voire hurlements, feuilles de paie erronées et calculs des compléments d'indemnités maladie toujours en défaveur des salariés, bien sûr. Les caissières doivent compter leur caisse après leur temps de travail. Des bons d'achat de cent-vingt euros, utilisables uniquement dans le magasin, sont distribués lors d'une soirée organisée en fin d'année par la direction aux seuls présents : pour les absents, pas de bons !

Système U a été en 2024 le quatrième distributeur en France en termes de chiffre d'affaires. Ses profits sont le produit de l'exploitation de l'ensemble des travailleurs du groupe, qui sont pour la plupart payés au smic.

L'une des salariées menacées a reçu une lettre de mise à pied immédiate à l'embauche. Lors de l'entretien, la direction lui a reproché de ne pas porter ses chaussures de sécurité, bien que la médecine du travail ait demandé que des chaussures adaptées lui soient fournies, ce que la direction n'a pas fait. Et une deuxième salariée s'est vue menacée de licenciement et mise à pied pour avoir utilisé son téléphone en urgence.

Pour les grévistes, ces sanctions sont motivées par la volonté du patron d'empêcher la création d'un syndicat. Les patrons de cette entreprise ne tolèrent pas que les salariés relèvent la tête et veuillent se défendre. Cela n'enlève rien à la détermination des grévistes, bien au contraire.

Correspondant LO

## Röchling – Décines : grève contre la fermeture

À Décines, près de Lyon, les travailleurs de Röchling Engineering Plastiques sont en grève depuis le 11 mai contre la fermeture annoncée de leur usine.



Les travailleurs se battent pour obtenir une prime supra-légale de 50 000 euros et faire ainsi payer au groupe le prix des emplois qu'il supprime.

Röchling est une multinationale de 11 000 salariés, implantée sur plusieurs continents. Mais Décines est une petite usine avec une cinquantaine de salariés, où la direction a décidé d'arrêter l'activité dès la fin du mois de juin, alors que des commandes continuaient d'entrer. Les travailleurs sont convaincus que cette fermeture était préparée

de longue date. Il y a un an et demi, les meilleures machines du site ont été transférées, remplacées par du matériel plus petit et moins pratique. Les grévistes racontent aussi l'arrivée, il y a environ un an, d'un nouveau sous-directeur qui « n'a cherché à connaître personne » et semblait uniquement chargé de préparer la fermeture du site. Depuis septembre, les contrats de maintenance n'étaient plus renouvelés et les équipes de nuit ont été supprimées en novembre. Pourtant, pendant tout ce temps, la

direction continuait à parler de projets jusqu'en 2028.

Les grévistes sont 34 sur les 41 salariés du site et ils tiennent depuis des semaines leur piquet devant l'usine. En guise de réponse à leurs exigences, la direction leur a proposé... un suivi psychologique. Cela n'a pas entamé leur détermination. Une cagnotte de soutien en ligne a été lancée et ils cherchent à prendre contact avec les salariés de l'autre site français de Röchling, à Nancy, et plus largement à faire connaître leur lutte dans la région et au-delà.

Les travailleurs de Décines savent qu'à eux seuls, ils pourront difficilement arrêter ce projet de fermeture. Mais, quoi qu'il advienne, ils refusent d'accepter sans réagir les décisions d'un groupe qui a choisi de sacrifier leurs emplois et de partir dans les conditions que leur impose la direction, après des mois de mensonges et une liquidation préparée en secret. La détermination à se battre jusqu'au bout pour défendre leurs intérêts est largement partagée sur le piquet.

Correspondant LO



## SNCF : “supprimez ce train que je ne saurais climatiser”

**Durant la vague de chaleur du 20 au 28 mai, la SNCF a supprimé 30 trajets de trains Intercités sur Paris-Toulouse, Paris - Clermont-Ferrand et Bordeaux-Marseille, de crainte que leur climatisation ne tombe en panne.**

Ce n'est pas la chaleur, mais la vétusté du matériel roulant qui est en cause.

Les rames concernées sont des antiquités : les fameux Corail, mis en service entre 1975 et 1989, ont entre 37 et 51 ans. Par souci d'économie, l'État et la SNCF ont tardé à commander de nouvelles rames, usant celles-ci jusqu'à la corde. Ce n'est qu'en 2019, qu'une commande de 50 rames « oxygènes » a été passée auprès du constructeur CAF pour une mise à disposition en 2024. Celles-ci seront livrées avec trois ans de retard. Les premières rames arriveraient donc en 2027, et les autres en 2028 et 2029. D'ici là, les épisodes

de chaleur vont se répéter et les pannes de climatisation se multiplier.

Si la suppression choquante des Intercités, qui dépendent de l'État, a été médiatisée, les TER sont souvent équipés eux aussi de vieux Corail ou de matériel mal entretenu faute de moyens, et les pannes de climatisation y sont monnaie courante.

En fait, elles concernent l'ensemble des trains en raison cette fois de la vétusté de l'infrastructure, y compris sur les lignes à grande vitesse.

Le sous-investissement dans le renouvellement des voies et des caténaires se traduit, dès que le

thermomètre grimpe et que les matériaux se dilatent, par des pannes d'alimentation et des interruptions de circulation. C'est ainsi que plusieurs centaines de passagers de deux TGV sont restés bloqués pendant des heures dimanche 24 mai sur la ligne Paris-Lyon en raison d'une rupture de caténaire qui a provoqué la coupure de l'alimentation électrique sur la voie ainsi que l'arrêt de toute climatisation.

Risquer de cuire dans une rame bloquée ou rester à quai faute de train, voilà donc l'alternative laissée aux voyageurs.

Quant à réaliser de véritables investissements dans le ferroviaire, les gouvernements attendent-ils d'en avoir besoin pour transporter des troupes et des armes avant de décréter un plan d'urgence nationale ?

**Christian Bernac**

## Automobile : il fait trop chaud pour travailler !

**Dans les usines d'automobile de la région de Metz, la chaleur était comme partout infernale durant la canicule. Malgré les préconisations du nouveau décret gouvernemental, Stellantis a renouvelé à l'identique son « plan chaleur ».**

Des bonbonnes d'eau ont donc été installées en urgence dans les ateliers. Une pause exceptionnelle de dix minutes a été octroyée sur décision de la direction, si la température dépasse 32° à l'extérieur... autant dire que dans l'usine il fait bien plus ! Le pompon a été l'annonce en pleine canicule de nouvelles journées de travail supplémentaires les week-ends

et jours fériés. La direction prétend que les salles de pause sont climatisées, mais cela ne rafraîchit pas du tout... quand on est coincé à son poste de travail. Si elle embauchait en nombre suffisant, les travailleurs pourraient s'organiser entre eux pour mettre en place les remplacements.

Chez Renault-Sovab à Batilly, la direction annonçait « vigilance verte ».

En fait de vigilance verte, il s'agissait plutôt d'une vigilance rouge : des caristes ont pris eux-mêmes les thermomètres pour mesurer la température dans leurs engins où il faisait plus de 40° !

Certes, il y a eu quelques pauses supplémentaires, mais sans arrêter les robots qui avancent le travail. De ce fait, les ouvriers sont obligés de courir pour rattraper le retard, et il est difficile de prendre ses pauses. La canicule n'arrête donc pas l'exploitation... elle la rend plus dure à supporter.

**Correspondant LO**

## Bus Île-de-France : dérèglement clim'... atique

**Comme dans beaucoup d'endroits, à Paris et dans la petite couronne, avec la canicule, les conditions de transport dans les bus ont été une nouvelle fois catastrophiques, que ce soit avec la RATP ou avec les nouvelles entreprises gestionnaires du réseau.**

Un quart des bus ne sont toujours pas équipés de climatisation, alors que cela fait 50 ans qu'il y en a à Montpellier ! Pendant des années, l'État, propriétaire de la RATP, et la Région Île-de-France ont en effet refusé d'équiper les bus de clim. Ils estimaient que leur maintenance impliquait trop de coût et d'effectifs dans les ateliers pour, selon eux, « seulement quelques jours de chaleur ». Le TVM (Trans-Val-de-Marne), présenté pourtant par la RATP comme la ligne de bus la plus fréquentée d'Europe, dispose seulement d'air pulsé qui pendant la canicule pulsait surtout la température à... 35 degrés au poste de conduite et beaucoup plus dans le reste du bus ! Autre exemple, au dépôt de Montrouge, les bus électriques Bolloré de la ligne 88 ont une ventilation minime qui envoient juste de l'air sur... le pied droit, mais rien vers le haut du corps du conducteur.

Mais, de toute façon, les climats des bus sont bien souvent tellement peu puissants qu'elles ne font baisser la température que de cinq degrés et parfois moins quand il fait très chaud. En plus, elles sont fréquemment en panne à cause du manque de moyens affectés à la maintenance. Par exemple, au dépôt de Paris-Est, plus de 70 bus sont actuellement signalés pour

des climats défaillantes, soit environ 20 %. Il n'y a en effet en ce moment que deux ouvriers sur cinq pour leur entretien.

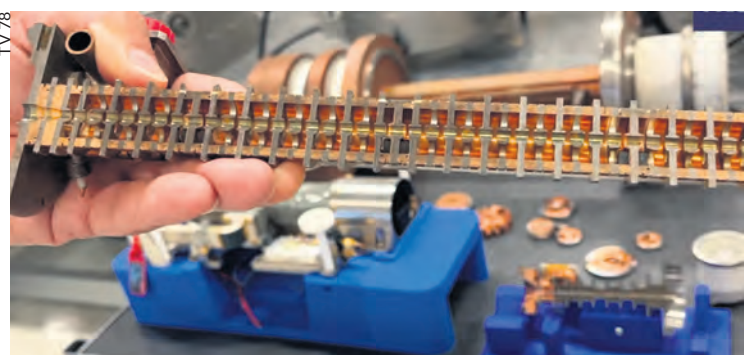
Sur les bus électriques, les climats sont bridées pour économiser les batteries qui, en vieillissant, se déchargent plus vite. Il faut même parfois la couper pour avoir assez d'autonomie pour rentrer au dépôt. La température est alors plus élevée dans le bus qu'à l'extérieur...

Cette situation est éprouvante pour les conducteurs qui passent leur journée de travail dans le bus, d'autant plus que depuis 2023 les services ont augmenté de 40 minutes en moyenne. En plus, la direction de la RATP refuse le temps de pause garanti de huit à dix minutes en cas de forte chaleur à ceux qui roulent sur un bus avec clim', alors que la chaleur y reste souvent très élevée. Pour les voyageurs, cela est également très pénible, d'autant que pour beaucoup d'entre eux, le temps passé dans les transports en commun pour aller au travail est de plus en plus long.

Depuis des dizaines d'années, l'humanité est capable de construire des engins spatiaux pour aller sur la Lune, mais il faut croire qu'avoir une climatisation correcte dans les bus, c'est plus que demander la Lune !

**Correspondant LO**

## Thales - Vélizy : on bout



Tube électronique produit dans l'usine Thales à Vélizy.

Les travailleurs du site de Thales à Vélizy, en banlieue parisienne, conçoivent et fabriquent des tubes électroniques qui servent dans de nombreux domaines, de la défense aérienne aux accélérateurs de particules.

Dans cette usine, la plupart des travailleurs sont des ingénieurs et des techniciens qualifiés et on est loin de la production à la chaîne.

La direction n'est pas avare de superlatifs pour parler de ses tubes, « bijoux technologiques à la haute valeur ajoutée ». Mais si cette production est précieuse à ses yeux, ce n'est pas le cas des travailleurs qui la conçoivent ou la produisent, qu'ils soient dans les ateliers ou dans les bureaux.

La dernière semaine de mai, alors que sévissait la

canicule, la température a atteint des sommets dans certaines parties du site. Jeudi 28 mai, il a fait jusqu'à 38 degrés dans un bureau partagé où travaillent une dizaine de salariés. Visiblement, la haute technologie tant vantée par Thales s'arrête là où commencent leurs conditions de travail.

**Correspondant LO**

# RATP bus : à Montrouge, un travailleur handicapé licencié

**Mercredi 13 mai, des travailleurs du dépôt de bus RATP de Montrouge, Malakoff, Massy et du métro se sont rassemblés devant le dépôt situé porte d'Orléans pour soutenir leur camarade Tahiana Ramarielina, que la direction a licencié.**

La direction a prétendu ne pas avoir trouvé de poste pour le reclassement de ce travailleur, suite à son inaptitude définitive à la conduite des bus, par décision de la médecine du travail, qui a cité six postes de reclassement possibles. Il est reconnu en maladie professionnelle et travailleur handicapé (RQTH). Mais la mission handicap de la

RATP s'est contentée d'un entretien pour lui expliquer « qu'il doit faire le deuil de son métier », l'invitant « à faire la courbe du deuil qui exprime bien le cheminement à faire pour parvenir à cette phase d'acceptation ».

La direction affirmait qu'il ne peut pas être envoyé à une formation d'agent de station, à cause de la « période rouge » qui précède

de six mois le transfert en filiale. Mais, pour le licencié, elle ne voyait pas de problème !

Alors que la recherche de reclassement relève de la loi, la direction de la RATP a suspendu purement et simplement son application. L'inspection du travail lui a écrit pour lui demander de s'expliquer sur l'absence de proposition de reclassement, et sur cette étrange période rouge. En fait, tout est bon pour licencier un travailleur considéré comme usé, en prétendant qu'il n'y a pas de poste



vacant lui correspondant dans tout le groupe RATP. Ses camarades du métro ont d'ailleurs témoigné sur le manque d'agents de station, malgré les recrutements extérieurs insuffisants.

Pour tenter de piéger ce travailleur, la lettre pour l'entretien préalable lui a été envoyée durant son mois de vacances, en avril, fixant le rendez-vous le jour de sa reprise. S'il s'était trouvé à Madagascar, il aurait pu reprendre le travail sans avoir

pu retirer le recommandé à La Poste.

La direction, qui a pris l'habitude de faire ses sales coups en douce contre des travailleurs fragilisés physiquement et moralement, a cette fois-ci été confrontée à la désapprobation des travailleurs, qui sont venus soutenir leur camarade. Et beaucoup découvraient les sales méthodes dont la RATP s'est fait une spécialité.

**Correspondant LO**

## À Fontenay-aux-Roses, protestation quotidienne

**Depuis le 1<sup>er</sup> juin, des travailleurs du dépôt de bus de Fontenay-aux-Roses font 59 minutes de grève chaque jour.**

Le mécontentement est monté au fil des mois, depuis que ce dépôt anciennement RATP est géré par l'entreprise ATM, la même qui gère les transports de

Milan en Italie.

Multiplication des procédures disciplinaires, fiches de paye incompréhensibles, pertes sur la rémunération, état des bus... La grille

des salaires ne prévoit que 100 euros d'augmentation tous les dix ans ! L'équipe maintenance d'environ trente travailleurs était en grève à 80 % ! Jamais il n'a manqué autant de pièces pour faire l'entretien, des pare-chocs sont fixés au

Serflex car il n'y a pas les vis, les outils sont sales car il n'y a pas de quoi nettoyer, des bus qui devraient être mis de côté en attente de réparation sont mis en service.

La direction a obligé tous ceux qui font grève à sortir du dépôt. Elle a tenté de contester le préavis de grève, déchirant aussi les formulaires vierges de déclaration de grève mis à disposition par les syndicats qui y appelaient. Son discours consiste à dire que ceux à qui cela ne convient

pas savent où se trouve la porte, exerçant de fortes pressions contre les travailleurs qui entreraient dans la grève. Mais ce premier mouvement, depuis le passage des dépôts de la RATP en diverses filiales, montre à ces patrons qui espèrent soumettre les travailleurs à des conditions toujours pires, qu'ils n'auront pas un boulevard. Dans les autres dépôts ex-RATP, leur mobilisation est d'ailleurs suivie avec intérêt.

**Correspondant LO**



## QUI SOMMES-NOUS?

### Lutte ouvrière

**Union communiste (trotskyste),**

**membre de l'Union communiste internationaliste**

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

*Lutte ouvrière* est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée quatre-vingt-dix-neuf ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: Anne-Laure Assayag, Nathalie Rossi, Stephen Goldberg. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 9 900 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n°1029 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries Lyonnaises de presse) - Dépôt légal juin 2026.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

### Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de :

**Association de financement du parti Lutte ouvrière**, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante :  
**LUTTE OUVRIÈRE**  
BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX.

Merci d'indiquer lisiblement vos **nom, prénom et adresse**, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne

peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées.

L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



### Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière  Lutte de classe

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Ci-joint la somme de :  
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
Destination			
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

*Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.*

**Sur Internet**  
[www.lutte-ouvriere.org](http://www.lutte-ouvriere.org)  
[www.union-communiste.org](http://www.union-communiste.org)  
[contact@lutte-ouvriere.org](mailto:contact@lutte-ouvriere.org)  
**Vidéos** [www.lutte-ouvriere.org/multimedia](http://www.lutte-ouvriere.org/multimedia)  
**Audio-LO** [www.lutte-ouvriere-audio.org](http://www.lutte-ouvriere-audio.org)

# Union européenne: la guerre aux réfugiés renforcée

Le 1<sup>er</sup> juin, le Parlement européen et le Conseil de l'Union européenne ont trouvé un accord sur un texte intitulé Règlement retour, qui renforce les moyens des États pour expulser les étrangers en situation irrégulière.



Ce règlement complète le pacte sur la migration et l'asile adopté en 2024, qui avait déjà beaucoup durci les contrôles aux frontières.

Il répond aux exigences de la droite et de l'extrême droite européennes, qui font de la lutte contre l'immigration l'un de leurs principaux

fonds de commerce électoraux. Mais il est soutenu par la quasi-totalité des gouvernements de l'Union; en France, le ministre de l'Intérieur, Laurent Nuñez, et le ministre des Affaires européennes, Benjamin Haddad, se sont réjouis de son adoption.

Le texte accroît les sanctions contre les migrants qui refusent de collaborer à leur propre expulsion. Il autorise notamment la saisie de documents d'identité et porte la durée maximale de rétention à vingt-quatre mois, contre six aujourd'hui. Des hommes et des femmes qui n'ont commis d'autre « délit » que de chercher à vivre ou travailler en Europe pourront ainsi être enfermés pendant deux ans. Les interdictions d'entrée sur le territoire européen pourront atteindre dix ans, voire vingt dans

certains cas. Le règlement donne également davantage de pouvoirs aux autorités pour rechercher les personnes menacées d'expulsion. Les associations apportant aide et hébergement aux exilés craignent que ces dispositions ne facilitent les contrôles et les interventions dans leurs locaux et renforcent encore la pression exercée sur les migrants.

De plus, cet accord ouvre la voie à la création de centres de rétention hors du territoire de l'UE. Des migrants pourraient être envoyés dans des pays avec lesquels ils n'ont aucun lien, au nom de la politique dite des « hubs de retour ». L'Italie a déjà conclu un tel accord avec l'Albanie pour y transférer certains exilés, tandis que d'autres États européens recherchent des pays prêts à jouer le rôle

de geôliers pour l'Union, comme le Rwanda, le Kazakhstan ou l'Ouzbékistan. L'UE renforce ainsi son arsenal judiciaire et policier contre les pauvres qui fuient la misère, les dictatures ou les guerres, dans lesquels les puissances qui la composent portent une grande part de responsabilité.

Ceux qui cherchent un refuge en Europe ne cesseront évidemment pas de le faire parce que les frontières seront plus dures à franchir ou les centres de rétention, plus nombreux. En revanche, ces politiques toujours plus répressives rendront leur parcours encore plus dangereux et accroîtront les souffrances de femmes et d'hommes qui risquent déjà leur vie sur les routes de l'exil.

Claire Dunois

## Corée du Sud: Samsung a dû payer

La mobilisation de dizaines de milliers de travailleurs de Samsung Electronics a marqué les esprits, y compris ici en France.

Les images de la journée de mobilisation du 23 avril ont montré près de 40 000 travailleurs rassemblés de façon très organisée, presque militaire, comme c'est de tradition pour les syndicats de Corée du Sud.

Ce rassemblement était d'autant plus marquant qu'il avait lieu non pas à Séoul, capitale du pays, mais dans une ville de province où Samsung Electronics a ses sites de production les plus importants. Et, durant quelques heures, notamment dans la division des puces mémoires, la production a largement été bloquée. Suite à cela, le syndicat, qui est en pleine expansion (ses effectifs sont passés de 6 000 à 75 000 syndiqués en sept mois), a adressé un ultimatum à la direction. Il aurait appelé à une grève totale pour dix-huit jours du 21 mai au 7 juin, si la direction n'acceptait pas de négocier le montant d'une prime annuelle de plusieurs centaines de milliers d'euros.

Ce montant est au niveau des profits du groupe et de l'envolée boursière de ses actions. En effet, la spéculation mondiale dans le domaine de l'intelligence artificielle a fait que Samsung a vu sa capitalisation boursière dépasser les mille milliards de dollars et le

prix de son action multiplié par six en un an. Avec sa revendication, le syndicat de Samsung Electronics ne faisait d'une certaine manière que revendiquer que les travailleurs qui sont à la source de toute cette richesse aient « leur part du gâteau ». Du côté patronal et gouvernemental, il y a eu un matraquage pour dénoncer ces travailleurs qui « en demandaient trop ». Le gouvernement démocrate, qui se prétend à l'écoute des salariés, a mis tout son poids contre les travailleurs de Samsung. Mais il faut croire que la direction de Samsung n'avait pas envie qu'une réelle grève éclate et a préféré reculer plutôt que de tenter la confrontation. Une heure à peine avant la fin de l'ultimatum fixé par le syndicat, la direction a fait un pas en arrière. Cela a suffi pour que le jeune syndicat de Samsung Electronics lève son appel à la grève, empêchant les travailleurs de Samsung de mesurer leur force.

Après négociation, une augmentation de salaire de 6,2 % a été obtenue pour l'ensemble des 130 000 salariés de Samsung Electronics. La direction a aussi cédé une prime de près 300 000 euros pour les 28 000 salariés de la division puces mémoire,



Travailleurs mobilisés le 23 mai.

de 90 000 euros pour les 50 000 autres salariés de la division semi-conducteurs et enfin une de 3 000 euros pour 52 000 autres salariés des divisions téléviseurs et téléphones mobiles. Diviser pour régner, telle a été sa politique! Et puis, pour plus de 85 % ces primes seront constituées d'actions Samsung Electronics. Ce qui signifie que si demain la bulle spéculative de l'intelligence artificielle éclate et que cette action s'effondre, la prime se dégonflera automatiquement.

Cela dit, le recul de la direction du plus grand trust sud-coréen, réputée très antisyndicale, est une victoire marquante. Et les travailleurs de Samsung Electronics ont pu l'obtenir parce que, en plus de leur propre mobilisation, ils ont bénéficié du contexte créé par les luttes d'autres travailleurs ces derniers mois.

Au mois de janvier, 18 000 conducteurs de bus de Séoul s'étaient mis en grève deux jours, pour des augmentations de salaire. Mais, surtout, il y a eu la grève des camionneurs contre leur statut de travailleurs indépendants, obligés de travailler 70 heures par semaine pour un revenu mensuel d'à peine 1 200 euros après déduction de leurs frais professionnels. Trois jours avant le rassemblement des travailleurs de Samsung, un épisode dramatique a eu lieu lors d'un piquet de grève des camionneurs qui bloquait un entrepôt. Ce jour-là, la direction de la chaîne de supermarchés pour laquelle ils travaillent a envoyé des briseurs de grève avec un camion bélier pour forcer le piquet. Un gréviste a été tué et la police présente a empêché les autres de porter secours à leur camarade.

Sept jours après ce drame, 9 000 camionneurs se sont rassemblés pour dénoncer ce meurtre et continuer leur combat. Cela a fait céder la direction, qui a accordé 7 % de hausse de salaire et quatre jours supplémentaires de congés payés par an. Voilà le contexte dans lequel la grève de Samsung Electronics a eu lieu.

Et, dans ce pays très industrialisé et très ouvrier, où il existe encore, parmi les travailleurs, la mémoire vivante des grandes luttes ouvrières des années 1980 et 1990 contre la dictature militaire et le grand patronat, la classe dirigeante et le gouvernement ont également cette mémoire. Et le montant de la prime accordée à ceux de Samsung Electronics mesure peut-être leur crainte d'un retour de la combativité des travailleurs de Corée du Sud.

Pierre Royan